



Comité économique et social européen

# Régions ultrapériphériques de l'UE

*"Les régions ultrapériphériques ont des atouts considérables à apporter pour le futur de l'Europe: les talents de leurs femmes et de leurs hommes, leurs productions agricoles, halieutiques et industrielles, leur tourisme de qualité, leur situation géographique de plateformes de l'Europe dans leur voisinage. Les citoyens des régions ultrapériphériques se sentent à 100 % européens."*

Henri Malosse, rapporteur sur les régions ultrapériphériques de l'UE

## Introduction

Si les régions ultrapériphériques de l'Union européenne se trouvent géographiquement à des milliers de kilomètres de Bruxelles et du continent européen, administrativement, elles font partie de l'Union au même titre que Berlin ou Paris. Leurs liens avec l'Europe sont séculaires. Ces régions sont actuellement:

- **Les îles Canaries**, une communauté autonome espagnole située dans l'océan Atlantique nord.
- **Madère et les Açores**, deux régions autonomes portugaises, situées dans l'océan Atlantique nord.
- **La Martinique, la Guadeloupe, la Guyane française, la Réunion et Saint-Martin**, départements français d'outre-mer, situés dans les Caraïbes et l'Océan indien.

Les citoyens des régions ultrapériphériques représentent moins de 1% de la population de l'Union européenne mais jouissent des mêmes droits et obligations et sont soumis au même cadre juridique que leurs concitoyens des 27 États membres.

## Pourquoi une action est-elle nécessaire?

Sur le plan économique, les régions ultrapériphériques sont fragiles. La plupart des îles comptent une proportion importante de citoyens jeunes et instruits, qui sont un atout crucial pour l'Europe vieillissante. Le niveau de développement des régions ultrapériphériques est supérieur à celui des régions voisines d'Afrique ou des Caraïbes et davantage comparable à celui de l'État membre de l'UE dont elles font partie. Par exemple, les îles Canaries disposent d'une capacité de recherche de pointe dans des secteurs tels que les énergies

renouvelables et la gestion de l'eau, et Madère est, avec un PIB supérieur à la moyenne européenne, la deuxième région la plus riche du Portugal. Pourtant, la richesse relative de ces régions les isole des pays voisins et entrave la mobilité entre les régions.

Il s'ensuit que le chômage, en particulier chez les jeunes, est jusqu'à trois fois plus élevé que la moyenne européenne. Les économies des régions ultrapériphériques sont fortement tributaires du secteur public, un tiers du PIB provenant d'investissements européens.

Grâce à ses contacts avec la société civile, le Comité économique et social européen sait que les citoyens des régions ultrapériphériques se sentent européens et veulent être traités de la même manière que leurs concitoyens continentaux. Ils déplorent toutefois que les décideurs politiques à Bruxelles ne prennent pas en compte les spécificités géographiques et climatiques de leurs régions et ne les consultent pas, notamment sur les questions commerciales ou bilatérales qui touchent leurs économies (par exemple dans le cadre des négociations avec les pays ACP). Dans le même temps, ils veulent participer activement au façonnement de leur environnement régional en coopérant directement avec les pays voisins.

L'Union européenne a l'obligation de répondre aux aspirations des citoyens des régions ultrapériphériques.

## Politique de l'Union européenne

En juin 2012, la Commission européenne a publié une communication ayant pour objectif "d'aider les régions ultrapériphériques à devenir plus autonomes, plus solides

sur le plan économique et mieux à même de créer des emplois durables, en tirant parti des atouts uniques qu'elles possèdent et de leur valeur ajoutée pour l'UE". Dans sa communication, la Commission a promis de prendre davantage en compte les intérêts de ces régions et de leur donner une plus grande visibilité.

Les propositions de la Commission portent sur des investissements financiers dans le cadre de la politique de cohésion de l'UE et sur l'octroi d'une aide au titre du Fonds social européen pour soutenir les jeunes qui arrivent sur le marché du travail. Parallèlement aux mesures visant à moderniser les secteurs traditionnels, il est prévu de promouvoir une croissance "intelligente" grâce aux nouvelles technologies et à l'entrepreneuriat. La Commission s'est engagée à "poursuivre ses efforts visant à renforcer l'intégration des régions ultrapériphériques dans le marché unique et dans leur environnement géographique".

## La position du CESE

Dans son nouvel avis sur le thème *Les régions ultrapériphériques: croissance intelligente*, le CESE insiste sur le fait que "la priorité pour l'UE aujourd'hui vis-à-vis des régions ultrapériphériques doit être de renforcer les liens qui les unissent avec le continent européen et le sentiment d'appartenance au projet européen pour les citoyens". En effet, les régions ultrapériphériques ont beaucoup à offrir à l'Europe dans des secteurs tels que la biodiversité, l'observation de la planète, les énergies renouvelables et la diversité culturelle, ethnique et religieuse.

Depuis 20 ans, le CESE soutient les actions menées par les sociétés civiles des régions ultrapériphériques pour coopérer plus étroitement avec les institutions de l'UE. Cependant, en dépit des avertissements du Comité quant aux possibles répercussions négatives de certains accords commerciaux de l'UE, la consultation continue à faire défaut. Pour le CESE, rien ne justifie que les régions ultrapériphériques soient exclues des principaux domaines de politique de l'UE comme la recherche et la mobilité; il reproche en outre à la Commission de négliger le partenariat avec la société civile et de ne pas prévoir de projets qui permettraient de renforcer le sentiment d'identité européenne auprès des populations, par exemple au travers de campagnes d'information: "L'association de la société civile à la stratégie de l'UE doit être plus qu'un slogan".

Ces derniers mois, alors que les principaux acteurs européens débattaient du montant du budget européen pour les sept années à venir (2014-2020), les régions ultrapériphériques se sont employées à préserver leur part du financement. "Malgré un contexte extrêmement contraint sur le plan budgétaire, le soutien spécifique aux régions ultrapériphériques ne doit

pas diminuer", déclare le rapporteur, Henri Malosse. L'UE doit également s'attaquer aux délais excessifs observés concernant l'attribution des fonds.

Fournir une aide aux jeunes en matière d'emploi, d'éducation et de formation devrait être la première des trois priorités du soutien de l'UE, estime le CESE. En second lieu, il convient de renforcer les PME et les industries qui créent de la richesse, comme le tourisme. Troisièmement l'UE doit investir dans les grands réseaux comme les technologies de l'information, les transports, le traitement des déchets et l'énergie. D'une manière générale, le CESE se félicite que la Commission reconnaisse l'importance de la dimension sociale dans le développement des régions ultrapériphériques. "Aucun citoyen européen ne doit être laissé sur le bord de la route du développement" souligne le Comité.

Si l'agriculture est vitale pour les économies des régions ultrapériphériques, les interventions de l'UE au titre du programme POSEI se concentrent toutefois trop sur le sucre et les bananes au lieu de développer une gamme plus variée de produits, tels que la vanille, les fruits et légumes et les produits de la pêche. La Commission devrait en outre s'efforcer de développer davantage le potentiel de ces régions en matière de recherche, 80% de la biodiversité de l'UE se trouvant dans les régions ultrapériphériques. À cet égard, les réseaux européens de clusters pourraient encourager et soutenir les chercheurs locaux.

Une grande partie de l'avis du CESE est consacrée aux moyens permettant de promouvoir la coopération régionale, qui renforcerait l'influence géostratégique de l'UE. L'avis plaide pour un dialogue entre les organisations de la société civile des régions ultrapériphériques et de leurs pays voisins, afin qu'elles puissent faire entendre leur voix dans le contexte des accords de partenariat économique conclus avec les pays ACP.

Le CESE soutient par ailleurs qu'un nouveau programme Erasmus Mundus pourrait stimuler les échanges de jeunes avec les régions voisines et contribuer à promouvoir l'identité et la culture européennes. En outre, la mise en place de représentations de l'UE dans les régions ultrapériphériques permettrait de renforcer la visibilité et la présence de l'Union sur place, d'offrir un canal de contact direct et d'éviter que les pouvoirs locaux ne doivent communiquer par le truchement des capitales nationales.

Enfin, le CESE invite la Commission à effectuer d'urgence une analyse de l'application de l'article 349 du TFUE, qui permet de prendre en compte la situation spécifique des régions ultrapériphériques dans l'élaboration des politiques de l'UE, dans la mesure où le sentiment prévaut selon lequel les possibilités qu'offre cet article ne sont pas pleinement exploitées.

### Pour en savoir plus:

- **Les régions ultrapériphériques de l'UE dans le marché unique:** [http://ec.europa.eu/internal\\_market/outermost\\_regions/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/internal_market/outermost_regions/index_fr.htm)
- **La politique régionale de l'UE:** [http://ec.europa.eu/regional\\_policy/activity/outermost/index\\_fr.cfm](http://ec.europa.eu/regional_policy/activity/outermost/index_fr.cfm)
- **Avis du CESE:** [www.eesc.europa.eu/?i=portal.fr.eco-opinions&itemCode=23907](http://www.eesc.europa.eu/?i=portal.fr.eco-opinions&itemCode=23907)
- **Vidéo sur les régions ultrapériphériques:** [www.youtube.com/watch?v=iiOXDI0mEsl](http://www.youtube.com/watch?v=iiOXDI0mEsl)